

Bourges
Avril 2016
N°38

Zéro-Nord - Le Polygone

Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal mais par ceux qui le regardent sans rien faire. (Einstein)
→ Syndiquez-vous CGT

Communiqué du 5 avril des élus CGT au CTR-DGA

Ce mardi 5 avril, le Groupe de Travail de la Direction Technique de la DGA va se réunir.

Au regard de l'actualité sociale et suite à l'appel à une journée d'action, la CGT a pris la décision de ne pas y siéger.

Nous considérons qu'il est actuellement primordial d'apporter tout notre soutien à l'organisation, la réussite et la multiplication des manifestations afin de faire tomber la « loi travail », qui porte bien mal son nom...

Nous vous informons aussi que le 6 avril est programmée une réunion sur l'avenir de la DGA et le 8 avril il y aura un CHSCT-DGA. La CGT siègera à ces deux réunions. Il n'est absolument pas question, à la CGT, de pratiquer la politique de la chaise vide et de laisser l'avenir des salariés entre les seules mains des patrons et des syndicats qui approuvent la dégradation du code du travail et de facto sont des soutiens inconditionnels de ce gouvernement et de sa politique de casse sociale.

Pour revenir sur le segment militaro-industriel, la CGT rappelle la prise de position, non contraignante, du parlement européen contre la vente d'armes à l'Arabie Saoudite (accusée de massacre de civils au Yémen). Qu'en pensent le ministre de la défense et le Délégué connaissant le rôle majeur, et central, de la DGA pour les exportations d'armement. La CGT réaffirme que « **les armes ne sont pas des marchandises comme les autres** », et considère que la position du parlement européen nécessite débat et réflexion. La CGT revendique l'édification d'un « **Pôle Public National de Défense** » considérant que nous sommes sur un secteur industriel éminemment politique, de souveraineté nationale et de rayonnement international.

Ci-dessous des axes de travail que nous aborderons avec la Direction Technique de la DGA dans de futures réunions.

- ✚ Un point majeur sur la question de la revalorisation des salaires et le paiement des arriérés. Le point d'indice des fonctionnaires sera réévalué. Il faut aussi réindexer les salaires des agents du corps des ouvriers d'Etat sur les bordereaux de la métallurgie parisienne et appliquer les augmentations générales aux agents contractuels (ICT et TCT entre autre).
- ✚ Sur le dossier des embauches, il faut continuer et augmenter le recrutement d'agent à statut afin de remplacer les multiples départs. A propos des ICT et TCT, la CGT réaffirme la nécessité de la CDisation dans les plus brefs délais comme le permet la loi Sauvadet.
- ✚ Concernant les difficultés du maintien de nos capacités techniques dans les centres, nous ne pouvons pas énumérer l'ensemble de celles-ci toutefois nous ne pouvons passer sous silence la lente détérioration des conditions de travail qui sont imputables à des surcharges de travail et des sous-effectifs.
- ✚ Suite à l'explosion des exportations d'armement, la DGA va mettre en place une commission qui décidera de l'effort à faire sur tel ou tel programme en termes de certification et qualification. De facto cela pénalisera la certification des matériels pour nos armées (effet boomerang de la politique du tout export). Pour la CGT, il n'est pas question que la DGA devienne une unique agence d'exportation d'armement (les pays acheteurs d'armement souhaitent faire jouer un nouveau rôle à la DGA). Nous devons d'abord embaucher des personnels à statut afin de maintenir nos capacités d'expertises et d'essais pour les forces.
- ✚ Au niveau de la confiance et de l'avenir de la Direction Technique, la CGT retiendra entre autre, la fumisterie des directions locales et centrales au sujet du Département Décontamination et Etudes de Protection de DGA-TT Bourges et le dialogue de sourd sur le site de DGA-EP Saclay sur l'avenir des bancs moteurs. Dans les deux cas, les différentes réunions organisées avec les salariés du site n'ont été qu'un prétexte à un « pseudo dialogue social » et à la fin la direction n'a pas voulu tenir compte

**RASSEMBLEMENTS
ET
MANIFESTATIONS
CONTRE LA LOI
EL-KHOMRI**

MARDI 5 AVRIL

BOURGES :

17 h 00

**Rond-point de
la Résistance
(Place du 8 mai
1945)**

SAMEDI 9 AVRIL

BOURGES :

10 h 30

**Place de la
Nation**

VIERZON :

10 h 30

**Forum
République**



des remarques des différents professionnels du secteur. Résultat, la DGA saborde sa capacité d'essais et d'expertises en activités nucléaires ainsi qu'en essais de moteurs d'avion/hélicoptère. Il semble loin le discours qui prônait le maintien des compétences et capacités techniques même dans le cadre d'une baisse d'activité.

- ✚ Nous pouvons aussi nous inquiéter au regard du marché national d'étalonnage des capteurs LNE/TRESCAL qui nous coûte une fortune pour un résultat discutable, alors que nous avons les capacités en interne DGA de pouvoir faire ces étalonnages nécessaires à nos essais et expertises. Dans le même ordre d'idée nous assistons actuellement sur le site d'Angers à l'impossibilité de pouvoir assurer le renouvellement des formations de Sauveteurs Secouristes du Travail des agents (pas de crédits pour INRS...) et de l'entretien des véhicules de sécurité (grosse dette vis-à-vis du prestataire de réparation). Résultat, comme ces formations et entretiens sont nécessaires et obligatoires afin de pouvoir faire les essais sur les pistes de roulement, et bien les futurs essais risquent de s'arrêter soudainement alors que les nouveaux véhicules (Griffon et Jaguar) du programme Scorpion arrivent (enfin, en principe...). Sur Bourges, il serait envisagé de mettre en place un marché général de sous-traitance du soutien aux essais qui inclurait, par exemple, le déroulage des câbles sur les positions d'essais, l'affichage des documents de sécurité sur les panneaux, etc (on marche sur la tête...) pour un coût supérieur à l'embauche d'ouvriers d'état !
- ✚ Les exemples pourraient se répéter, mais voilà décrit un peu sommairement l'état d'esprit et la vie dans les centres de la DGA avec toujours le vent de l'ingénierie système qui souffle et semble vouloir pousser doucement les expertises et essais vers les industriels qui deviendront juges et partis dans les qualifications de leurs matériels (les essais actuels sur le futur véhicule des forces spéciales prouvent chaque jour l'ineptie de ce concept).
- ✚ Comme si cela ne suffisait pas, la direction de DGA-TH, avec l'approbation du Directeur Technique de la DGA, a sanctionné des agents qui n'ont pas souhaité se porter volontaire en mission maritime. A noter qu'un de ces agents était retenu pour l'enterrement d'un de ses parents...Lorsque DGA-TT avait aussi sanctionné un agent qui n'avait pas souhaité partir en mission un dimanche au titre de la préservation de sa vie privée, la CGT était intervenue afin de rétablir cet agent dans ses droits. Nous nous employons actuellement à rétablir les agents de DGA-TH dans leurs droits aussi.
- ✚ La CGT ne transigera pas sur le respect de la frontière entre vie privée et vie professionnelle et combattra d'arrache-pied tout ce qui ressemble à la mise en place et au déploiement de l'idéologie de la « *France rance...* ».

LA CGT APPELE L'ENSEMBLE DES SALARIES A SE MOBILISER DANS LES DIFFERENTES MANIFESTATIONS DES 5 ET 9 AVRIL, ET DES PROCHAINES SI NECESSAIRE, AFIN DE FAIRE TOMBER CETTE « LOI TRAVAIL ». A NOUS, TRAVAILLEURS SALARIES, DE DECIDER DE NOTRE AVENIR ET DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL. TOUT CE DEPLOIEMENT D'ENERGIE DOIT AUSSI SERVIR A DEFENDRE LA CAUSE DE LA DGA ET A FORCER CE GOUVERNEMENT A NOUS DONNER LES MOYENS NECESSAIRES POUR L'EXERCICE DE NOTRE MISSION ET D'ETRE LE « JUGE DE PAIX ETATIQUE » ENTRE LES FORCES ET LES INDUSTRIELS.



**RIEN N'EST INELUCTABLE. N'ABDIQUONS SUR RIEN.
TOUS ENSEMBLE, NOUS REUSSIRONS A IMPOSER NOS CHOIX**

Montreuil le 4 avril 2016

Comité Technique Base de Défense Bourges-Avord du 3 février 2016

Cette réunion a débuté avec un peu de retard, le ComBdD (Président) ayant un calendrier très chargé. Seule la CGT a effectué une déclaration liminaire en axant particulièrement sur les aspects récurrents ayant lien au fonctionnement de l'instance Comité technique (délai, préparation, élaboration et prise en compte des questions). Ainsi nous avons déposé la liste de questions proposées à l'ordre du jour au Com BdD dans les délais de rigueur élargie par 90% des élus. Le Président, énervé par la déclaration liminaire de la CGT, argumentait son choix d'ordre du jour sur le fait que certaines questions ne concernaient qu'un seul établissement, qu'on lui demandait de faire le travail de chef de site ou organisme, que certains sujets étaient du domaine national, comme l'égalité professionnelle femmes/hommes. Il déclarait malgré tout que la liste de questions proposées à l'ordre du jour, devenait recevable du fait de l'abondement des signatures l'accompagnant. Il profitait de l'occasion pour faire un trait d'humour sur le fait que pour au moins une fois l'ensemble des syndicats signent, renchérissant sur le fait que cela éviterait les querelles entre nous.

Rappel de la proposition d'ordre du jour de la CGT: Point d'avancement de la restructuration du site de Salbris ; Avenir du DEP de DGA-TT ; Avenir du gardiennage sur le site de Bourges-Carnot ; Présentation des externalisations en prévision ; Prévision du recrutement en 2016 d'Ouvriers d'Etat ; Suppression de la taxe repas ; Bilan de la mise en place du RIFSEEP pour les Secrétaires Administratifs ; Point de situation sur le ramassage des personnels ; Point sur le projet de site intradef BdD BGA ; Déclinaison du protocole d'accord sur l'égalité professionnelle femme/homme ; Point de situation emplois au titre du handicap ; Communication du calendrier prévisionnel 2016 des CT de BdD BGA.

Ordre du jour final Com BdD: Introduction par le président de séance ; Validation du CT du 29 juin 2015 ; Avancement de la restructuration du site de Salbris ; Point de situation au titre du handicap ; Communication des postes vacants sur le périmètre BdD ; Tour de table. Nous sommes passés à l'ordre du jour dans l'ordre des points. Le procès-verbal de la réunion du 29 juin 2015 a été approuvé à 9 voix, la CGC étant absente.

Avancement des opérations de restructuration de l'EPMU Salbris: selon le responsable, ça se déroule bien. Sur les différents organismes présents sur le site d'ici sa fermeture, 31 personnels pour l'EPMU et 8 personnels pour le GSBdD restent à reclasser; tous les agents du 2^{ème} RMAT sont reclassés. Le Com BdD demandant que le CT valide le fait que les propos tenus au début de la restructuration par le Com SIMU et lui-même, de privilégier le reclassement des hommes par rapport aux munitions, ont été tenus. A la Cgt demandant si l'opération était menée au même rythme que la diminution des stocks de munitions, le président répondait : « Que cela ne regardait pas l'instance et que, même si cela devait engendrer des coûts supplémentaires pour déplacer des gens pour vider les entrepôts, les engagements de départs auront été tenus. » Il est évoqué l'impact du départ en OPEX du chef de site avec en lien, les craintes et les questionnements des personnels en cette période de profonde restructuration. Le Président dit que cela n'a pas d'impact pour les personnels, la proximité est normalement maintenue par le directeur de l'EPMU Centre. Sur les questionnements, il indique qu'il ne prendra en compte que ceux des personnels et pas ceux des syndicats. Dans ceux des personnels, il ne prendra que ceux d'ordre liés à l'implication du commandement dans le reclassement. Les questionnements liés à la situation extérieure n'étant pas de son ressort. En complément du point sur la restructuration de Salbris, le directeur de l'EPMU CENTRE répond à notre question sur le projet de la mairie d'aménager une aire des gens du voyage dans le périmètre de sécurité attenant au site : le projet est annulé suite aux coûts à engager pour la commune (300 à 400 000 €). Suite aux planches présentées sur les restructurations, il est mis en avant le cas d'une fonctionnaire technique qui resterait à reclasser pour le CFD alors que l'établissement n'est pas restructuré ! **« La CGT prend note de l'insistance du COM BdD de notifier au procès-verbal du CT ses engagements et ceux du COM SIMU ; un point qui avait fait l'objet de discussions animées entre le secrétaire adjoint (CGT) et le COM BdD lors de la rédaction du PV du Comité Technique du 12 novembre 2014. »**

Point de situation handicap : le commissaire Audoux, Com GSBdD, rappelle que le recrutement des BOETH est une priorité ministérielle et fait une présentation complète sur les dispositifs et les acteurs en matière de recrutement de travailleurs Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi (BOETH). Malheureusement au vu des multiples acteurs, dans la chaîne ministérielle, les engagements sont vite gommés par une difficulté réelle de cohérence et de corrélation entre les besoins et/ou offres en établissements et les contraintes de restructurations. Il indique que 31 personnels déclarés BOE pour 2016. **« La CGT émet une réserve sur les chiffres annoncés qui seraient divisés par trois par rapport aux chiffres donnés au CT du 12 novembre 2014 qui était de 91 BOE. Un débat s'en suit sur le manque de lisibilité sur l'action d'insertion mais aussi sur le maintien dans l'emploi des travailleurs bénéficiant de l'obligation d'emploi. Un sujet sur lequel on communique beaucoup, mais souvent de manière très superficielle ; la notion de handicap étant très souvent vue sous le seul angle de « l'accessibilité » au plus simple du terme, la face visible. A noter que les personnels restructurés sont prioritaires aux handicapés sur les postes vacants. »**

RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS CONTRE LA LOI EL-KHOMRI

MARDI 5 AVRIL

BOURGES :

17 h 00

**Rond-point de
la Résistance
(Place du 8 mai
1945)**

SAMEDI 9 AVRIL

BOURGES :

10 h 30

**Place de la
Nation**

VIERZON :

10 h 30

**Forum
République**



En conclusion :

Un Comité Technique, organisme qui peine véritablement à prendre sa pleine vocation d'instance de décision vu, la complexité des organisations, la multiplicité des organismes sans liens hiérarchiques mais des problématiques communes.

Les élus CGT continuent et continueront, malgré ces difficultés, à tenir leur place au sein de cette instance, ne serait-ce que pour faire remonter les remarques, constats et revendications des salariés des établissements du périmètre.



Postes vacants sur le périmètre BdD Bourges-Avord : une présentation nous a été faite sur les postes vacants dans le périmètre BdD. C'est un travail volontariste de la part du ComBdD pour lequel la mise en œuvre n'a pas été simple du fait de la multitude des acteurs intervenants, des organismes et des bases de données ; la BNE (bourse nationale des emplois) et la BIEP (bourse interministérielle des emplois publics) n'étant pas très lisible pour les postes vacants ou non honorés aux REO. Pour preuve les postes vacants de la 12°BSMAT n'apparaissent pas. *« Pour la CGT, si cela n'avait pas un impact fort sur la situation des agents, en bout de course, nous pourrions « pouffer » en pensant à une bande dessinée bien connue dans laquelle nos illustres résistants gaulois, cherchaient à récupérer le laissez-passer A38 !!! »*

Avenir du DEP : où en sommes-nous et où sont formés les militaires actuellement ? Réponse au prochain CT. *« Pour la CGT, il est regrettable que la lutte des personnels pour le maintien de l'activité du département Décontamination et Etudes de Protection radiologique, n'ait pas eu de soutien des états-majors locaux. Car il en va de la sécurité des populations et de tous militaires dans leurs métiers et de leur cursus... »*

Avenir du gardiennage sur le site de Bourges-Carnot : une externalisation partielle les week-ends et jours fériés est aujourd'hui en place. A terme, il se pourrait que la fonction soit entièrement externalisée. Nous avons évoqué les problèmes d'accès sur ce site et proposé son accès par l'Allée du Point Zéro. Cette proposition a été refusée pour des raisons budgétaires. *« Pour la CGT, cela dénote les incohérences entre les engagements de principe, les moyens énormes consacrés à la surveillance et les besoins véritables en termes d'amélioration des conditions de travail des salariés. En effet l'impact de la mise en place du contrôle des entrées crée une cause d'accidentologie non négligeable »*

Présentation des externalisations en prévision : pas de visuel actuellement. Réponse au prochain CT.

Prévision du recrutement en 2016 d'Ouvriers d'Etat : deux recrutements à Neuvy-Pailloux sont prévus. Concernant les recrutements de pyrotechniciens, le CFD n'a pas la capacité de prendre tout le monde pour les formations obligatoires en 2016. Les recrutements seront donc effectués vers la fin 2016 pour pouvoir former les agents début 2017. Trois recrutements sont prévus pour l'USID Avord Bourges.

Suppression taxe repas : information donnée par le Com GSBdD: pour Avord, la taxe aux frais généraux votée en conseil d'administration du cercle (90 centimes). La BdD ne participe pas à ce conseil d'administration. La participation d'un personnel civil au prochain conseil est demandée. Un débat s'est engagé sur la restauration CFD, le prix et la qualité. Selon les explications, le marché négocié aurait été biaisé dans la définition des effectifs rationnaires. Dans le même temps de la négociation du marché, il y a eu l'ouverture de la restauration universitaire avec des prix attractifs qui a aspiré les stagiaires. La Sodexo va rompre le marché au 1^{er} mars 2016 et des discussions sont en cours concernant la gestion de l'hébergement-hôtellerie, l'IGESA devenant prestataire unique... La question s'est posée sur la priorité de l'hébergement des personnels en formation si le CFD devient un centre IGESA...

Bilan de la mise en place du RIFSEEP pour les secrétaires administratifs : l'ensemble du personnel concerné sera classé dans le troisième groupe et une régularisation sera faite en juillet. A noter que le RIFSEEP serait a priori abandonné en 2017. A voir !!!!

Point de situation sur le ramassage du personnel : le COMBdD propose des rotations de lignes quand les bus sont en panne. Ce sujet pourra être abordé plus en détail à la réunion du prochain CT ainsi que sur les Véhicules de la Gamme Commerciale. *« Pour la CGT, encore une fois, c'est le budgétaire qui prime sur le social. »*

Point sur le projet de site Intradef BdD : le projet de mise en ligne d'un trombinoscope des représentants du personnel s'est arrêté suite à des désaccords entre les représentants du personnel.

Déclinaison locale de l'égalité professionnelle Femmes / Hommes : la question n'a pas été retenue par le Com BdD expliquant que celle-ci ne pouvait être traitée qu'au niveau national. Pourtant, vu la teneur des maigres propos échangés, tout laisse à penser que justement cette question mérite que l'on examine la situation de plus près. Ainsi nous n'avons pu éviter les réponses simplistes, l'égalité est garantie par le statut ; l'armée française est l'armée la plus féminisée au monde ; il y a une femme Générale dans l'armée de l'air car « elle a les capacités » ; et le dernier de taille, du genre, « c'est facile d'amener cette question au débat, alors que les syndicats, vous ne faites pas non plus la démonstration en termes de parité. Fermons le ban !! *« Les élus CGT ont déclaré qu'ils reformuleraient la question et qu'ils fourniraient l'étude de situation comparée au MINDEF à la BdD. »*

Retard des bulletins de salaires : nous avons demandé que le Comité Technique vote un vœu envers le Ministère de la Défense pour que des mesures soient prises pour un retour à la normale dans le traitement et l'acheminement des bulletins de salaires. Mais cette proposition s'est diluée dans le tour de table et vu l'heure tardive de cette fin de réunion, beaucoup était pressé de conclure. La réunion s'est terminée à 18h30 après avoir épuisé les questions diverses.

Délégation CGT : Dominique GUILLAUME (12°BSMAT) – Béatrice COUDERT et Philippe BERJAMIN (DGA TT) – Jean-Yves LAURENT (USID) – Pierre MAÇON (BA702) – Alain BOCH (GSBdD).